

«S'ENGAGER DANS LA SECONDE MOITIE DE LA DECENNIE»

Conférence UNESCO à la mi-temps de la décennie de l'EDD des Nations Unies

Roland GERARD (co-président du CFEEDD et co-directeur du REN) était présent à Bonn
(Allemagne) du 31 mars au 2 avril 2009

Avertissement : Les trois premiers textes ont été rédigés sur le vif et envoyés depuis Bonn sur les listes de diffusion des acteurs français de l'EEDD. leur première ambition était de donner l'actualité de la conférence. Le lecteur souhaitant aller à l'essentiel ira directement aux conclusions en page 8.

SOMMAIRE :

Journée du 31 mars -----	Page 2
Journée du 1 ^{er} avril -----	Page 4
Journée du 2 avril -----	Page 6
Conclusions-----	Page 8

31 MARS

Nous voilà au premier soir de la conférence de Bonn qui fait le bilan à la mi-temps de la décennie de «l'éducation au service du développement durable» 2005-2014.

Nous sommes dans le magnifique hémicycle de l'ancien parlement de la RFA sur les bords du Rhin. 1200 participants annoncés (mes camarades disent qu'on serait plutôt sur les 7 à 800) c'est comme pour les manifs, vraiment pas facile de savoir à quoi s'en tenir. Plus de 50 ministres, dommage pas de ministre de la France voisine et patrie d'attache de l'UNESCO et plus de 100 pays représentés.

Le directeur général de l'UNESCO n'est pas venu, il a délégué. Il nous propose de mettre en place : «*une éducation qui apprenne le changement et qui apprend sur le changement*», il dit que l'opinion publique reste mal informée. Il nous propose trois pistes : 1) : le partenariat : «*travailler ensemble pour affronter des problèmes communs*» incluant dans son discours la société civile évoquant son nécessaire «*enthousiasme*». 2) : faire l'effort vers les enseignants et les éducateurs, 3) : aller vers une définition large de l'EDD comprenant les «*valeurs et principes*».

La reine de Jordanie n'est pas venue elle n'on plus. En fait, deux des quatre têtes d'affiche annoncées ne sont pas présentes.

La ministre de l'éducation d'Allemagne (troisième tête d'affiche) nous a d'abord parlé des «*rendements à court terme*» et «*des plus faibles et des plus pauvres...*» crise économique résultat d'une «*liberté sans responsabilité*» ...elle a dit la ministre, que c'est avec une nouvelle éducation, avec l'EDD que «*nous aurons la prospérité à long terme*», objectif à méditer. «*On n'aura la paix qu'avec une plus grande justice...*». «*Nous notons une internationalisation des systèmes éducatifs*» «*il nous faut une gouvernance mondiale*», «*dans le prix des objets et des services il faut intégrer les coûts pour la collectivité (dont les coûts environnementaux)*», «*il faut sortir de cette contradiction entre l'économique et l'écologique*», «*la Terre perd patience*», «*nous devons apprendre à agir autrement, à penser autrement, nous sommes tous dans le même bateau, penser à soi veut dire penser aux autres*»... «*La décennie est arrivée à mi parcours, dans cette deuxième moitié elle pourra augmenter en dynamisme*»... «*Dans cette deuxième moitié, nous devons impliquer l'ensemble des acteurs institutions et entreprises... l'EDD doit venir au cœur des programmes et des formations des éducateurs... Elle préconise aussi de «constituer un réseau de chercheurs*».

La reine de Jordanie est passée en vidéo «*les filles et les femmes font partie de la solution*». La très courte durée de la vidéo a semblé laisser tout le monde sur sa faim. Rien sur l'écologie.

Graça Machel, Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique, quatrième tête d'affiche a apporté pas mal de conviction et elle nous a touchés. En évoquant les dernières grandes conférences sur l'éducation, elle exprime une sorte de regret «*Nous nous sommes engagés à ce que tous les enfants du monde puissent avoir accès à l'éducation...ces engagements sont restés sans suite... !*» Elle a parlé de choses très graves, mais elle n'a pas parlé d'EE, elle a parlé de problèmes antérieurs à la crise écologique, ses repères sont les anciennes conférences sur l'éducation et non celles sur l'environnement. Il y a 75 000 000 d'enfants qui n'ont pas accès à l'école primaire, ça risque d'augmenter avec la crise

financière. Dur de mettre ça en plus sur les genoux des environmentalistes ! Quand elle dit «*crise*», elle dit aussitôt après «*économique*», dénonce la «*cupidité*»,...parle de la «*faillite morale qui a entraîné la faillite financière*» - rien de nouveau. «*Nous avons la possibilité de construire un nouvel ordre moral en mettant l'éducation au cœur de ce projet de reconstruction. La meilleure éducation dote les jeunes de savoirs, de savoirs-faire mais aussi de valeurs, de valeurs fortes...*» ; «*Vivre en paix avec la nature plutôt que de vivre en guerre avec elle, importance de l'égalité, de l'équité, je veux une éducation qui permette aux jeunes de ne pas supporter que leurs pères vivent dans une misère abjecte...*» Il y avait une sorte de colère rentrée dans sa voix.

25 jeunes on travaillé ensemble avant notre rencontre, ils étaient très attendus. Enfin quelque chose qui allait décoiffer. Peine perdue, rien de très décapant ! On a demandé aux 25 de se lever, ils étaient parmi nous, le plus proche de moi a passé la trentaine depuis un moment et il n'était pas le seul !

La chanteuse qui a fait l'intermède avec un groupe de musiciens a dit : «*les enfants représentent l'avenir, l'espoir et le trésor de l'Afrique*».

Cet après midi les ministres ont été séparés de nous - dommage c'était une occasion de se parler, c'est si rare. Ils ont tenu une conférence dite de «haut niveau» souhaitons qu'il en ressorte des recommandations fortes. Nous, on est allé en atelier, j'ai choisi le secteur privé et j'ai été surpris de trouver comme animateur un membre du «forum économique mondial» celui-la même qui organise le forum de Davos ; dommage, personne du forum social mondial en face pour faire l'équilibre. Le sujet, c'était de voir comment les entreprises peuvent travailler sur le thème de l'EDD avec les gouvernements. Bon, j'ai parlé un peu esprit, critique, lien à la nature, dimension «poétique» et «politique» de l'humain, face à cet homme strictement «économique» qu'on forme à tout va et qui bientôt fera qu'un humain ne saura plus rien faire d'autre qu'acheter !

Un manque de volonté politique a été reconnu en ouverture. Un des orateurs a dit : «*ce n'est pas une question d'argent, c'est une question de volonté politique*».

Le Japon accueillera la conférence finale en 2014 ou 2015, pas surprenant puisque le Japon avait beaucoup travaillé pour que cette décennie soit tenue.

J'ai beau lever le nez et flairer l'atmosphère : pas beaucoup d'écolo par ici, nous sommes dans le monde de l'éducation et bien peu dans celui de l'environnement, ça me rappelle un proche qui dit que : «*les projets d'EE naissent dans le terreau environnemental et s'en vont mourir sur les rives des institutions éducatives*». Cela semble hélas vérifié avec cette décennie qui va avoir bien du mal à changer la face du monde. C'est bien le sujet pourtant !

Allez, ce soir réception, demain je raconte !

1er AVRIL

Plein soleil sur l'Allemagne, les jonquilles fleurissent sur le bord des rues de Bonn, nous nous retrouvons en plénière, la soirée d'hier a été sympa, pas guindée pour un sou, ouf ! Il m'est revenu à l'esprit une petite phrase qui a été prononcée dans le groupe secteur privé hier. Il a été dit que les entreprises pour avancer s'appuient sur «*les champions du dd à l'intérieur des entreprises*». Cela semble aller de soi, s'appuyer sur ceux qui font pour entraîner l'ensemble. Pourquoi ce ne serait pas possible dans le secteur de l'éducation ? On a une liste de champions et championnes, il faudra peut-être un jour se décider à avancer avec ceux qui veulent avancer.

«que nous en finissions avec les beaux discours»

La présentation du bilan des 5 premières années de la décennie a été plutôt du genre soporifique pour l'essentiel (avis partagé par plusieurs interlocuteurs). D'ailleurs pendant les 10 pauvres minutes qui ont été consacrées aux échanges avec la salle, le représentant du Mexique s'est un peu lâché : «*pour l'EDD, il faudrait que nous en finissions avec les beaux discours pour passer à l'action concrète. Les progrès sont limités par rapport à la situation que le monde connaît. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Il faut demander que les gouvernements précisent leurs engagements financiers*». La salle n'a pas semblé frémir, j'ai amorcé un semblant d'applaudissement que j'ai bien vite ravalé. C'est très policé ici, il semblerait ! «no chahut» dommage, ça aurait fait du bien de se défouler un peu, après ces longues minutes pendant lesquelles certains ont utilisé beaucoup de temps pour dire des choses cent fois dites et entendues. En revanche celui qui est en quête et relève les mots «*nature*» et «*participation citoyenne*» reste sur sa faim, il cherche toujours...je ne les ai pas vu passer ce matin !

Dans ces fameux discours, il est question de «*mettre en œuvre une deuxième phase beaucoup plus efficace et plus forte !*» ce qu'on peut interpréter comme l'aveu discret du bien faible résultat de la première. L'école semble être un problème dans tous les pays. Le problème de la synergie de l'EDD avec l'EE est évoqué, EE reconnue comme très importante dans beaucoup de pays.

Les ministères d'un même pays ont des difficultés à travailler ensemble. Cela ressort à longueur de temps. La tendance se confirme, il y a partout un manque flagrant de coordination. Cela va devenir très simple, on va finir par pouvoir dire que celui qui fait du développement durable décloisonne tout simplement, et celui qui se refuse à l'ouverture n'en fait pas tout simplement.

Le rapporteur africain était moins dans la langue de bois : «*faible engagement*», «*absence de véritables politiques nationales*», «*il y a des reculs...*», «*au niveau de certain pays on note une réticence*». La rapporteuse pour l'Amérique latine déplore qu' «*il n'y a pas beaucoup de recherche en EDD*». En Amérique latine il y a d'importants programmes d'éducation à l'environnement (ils comportent un volet social important) qui sont en fait conduits par les ministères de l'environnement. Elle constate un «*dialogue insuffisant entre ceux qui prennent les initiatives et ceux qui prennent les décisions*». Elle dit qu'on a besoin de définir ce qu'on entend par EDD. Elle nous sort un très clair : «*Il faut que les ministères de l'éducation s'approprient l'EDD et ne laissent pas les ministères de l'environnement faire le travail à leur*

place». Je ne sais pas pourquoi, j'ai bien fait gaffe de bien la noter celle-là, des fois que ce soit valable pour d'autres régions du monde. Elle conclut en disant : «*il faut des budgets*». Etonnant de voir un européen parler pour l'Asie, une européenne parler pour l'Amérique latine alors que la cession est présidé par un ...européen ! Vive le monde dans sa diversité !

On nous a remis le **projet de déclaration finale**, que du très consensuel qui ne fera pas de vagues. Nous noterons toutefois : «*développement d'une pensée économique nouvelle*» (impossible d'en dire plus, on ne nous l'a pas exposée cette pensée nouvelle). Plus loin : «*Nous savons que la pensée économique actuelle doit changer*».

Cette déclaration nous a été distribuée à midi, j'ai fait mes commentaires dessus et j'ai transmis au secrétariat de la conférence. Il y a quand même une chose qui n'est pas acceptable : dans la déclaration finale la crise financière est évoquée avant la crise écologique, c'est très choquant. Cela nous montre bien que les environnementalistes sont très peu nombreux ici. La déclaration aspire à «*un avenir commun prospère*», la définition de ce mot «prospère» manque, mais peut-être que devenir «prospère» devrait être notre but dans la vie à tous, tiens il faut que je réfléchisse à ça !

En début d'après-midi nous avons écouté une synthèse générale proposée par **Mary Joy Pigozzi** du groupe de haut niveau : «*le politique n'a pas suffisamment soutenu ce mouvement*», «*manque de ressources*», «*manque de coordination*» tout est dit ! Elle revient à l'importance des actes... «*des promesses n'ont pas été tenues*» (les pays qui les ont faites seraient-ils indignes ?) elle a ajouté en son nom personnel et ce n'est pas sans signification : «*j'ai été surprise qu'on ne parle pas plus des médias, de la formation des adultes et de la petite enfance*» Sur les trois thèmes, deux, c'est à noter, relèvent du monde de l'entreprise.

Bon je n'ai pas pu m'empêcher de le dire en plénière, que parler de la crise économique avant de parler de la crise écologique c'était se mettre soi-même dans le court terme qu'on dénonce par ailleurs, que le mot «public» fait problème parce que ce sont les peuples qui font avancer l'histoire, pas les publics, que l'EDD c'était un mille-pattes, mais que si c'était une personne humaine avec deux jambes seulement, l'une traiterait de notre lien avec la nature et l'autre de la participation citoyenne ; j'ai ajouté, enfin, qu'il fallait parler des initiative du terrain, de la base, dans la déclaration. Ce sera la seule expression publique de la société civile en plénière de la journée.

Domage que l'artiste africain qui est intervenu en fin de cession plénière ait tant parlé de «*Dieu créateur du ciel et de la terre*»... «Dieu» mot prononcé peut-être 5 ou 6 fois dans sa harangue. Etait ce le lieu, était ce l'heure ? J'en dirai un mot aux organisateurs.

L'après-midi **on a visité une école maternelle** qui fait un bon travail sur la mise en relation des enfants avec la nature, sur la prise de risque, le travail de groupe...on a du faire pas loin de 100 km de bus pour ça, ce qui a augmenté notre empreinte écologique plus que je ne l'aurais souhaité !

2 AVRIL

Ce matin toujours le beau temps et jour d'une grande prise de risque pour moi, j'allais pour la première fois prendre le métro à Bonn. Jusqu'ici je me suis déplacé à pied, sauf le soir de la cérémonie ou, gonflé, je me suis fait ramener par une voiture pour VIP ! C'est vrai que des fois il ne faut pas hésiter à demander. Alors qu'à la descente du tramway deux déléguées malgaches me demandaient de les guider, une jeune femme blonde qui était dans le même tramway que nous et qui avait remarqué nos airs embarrassés nous propose spontanément de nous conduire au métro. Prof de français allemande très sympa, elle est allée jusqu'à nous aider à prendre nos billets. A quatre ou cinq reprises j'ai été agréablement surpris par l'attention des allemands et leur dévouement pour aider le touriste un peu perdu.

Nous avons démarré en ateliers aujourd'hui, pas de plénière d'ouverture et bonne surprise en arrivant : sur les tables en entrant dans la salle, on pouvait trouver le **projet de déclaration dans sa deuxième version**. Il y en a qui bossent ! Bientôt ce sera nous à Caen.

Mon atelier avait pour thème: «*La société civile en tant qu'acteur principal dans l'éducation en vue du développement durable* ». Nous étions 23 venant de tous les pays. Cette diversité est formidable, Japon, Malawi, Bangladesh, Croatie... Les participants qui se sont présentés sont principalement issus des ministères de l'éducation où membres des commissions UNESCO nationales ; nous étions **très peu de la société civile et encore moins d'écolos**. Je crois qu'il y avait une allemande venant d'une agence gouvernementale pour l'environnement. Nous avons vérifié une nouvelle fois que le gros des troupes de ce sommet est issu des institutions éducatives. On peut se poser la question de savoir si ce sont les personnes les mieux placées pour transformer le système. Leur présence est évidemment nécessaire mais leur écrasante majorité autour de l'EDD ne cesse de me rendre dubitatif. **Il semble évident que les acteurs de l'environnement devraient être beaucoup plus nombreux.**

La fiche de présentation de l'atelier reprend une phrase de Kofi Annan ancien secrétaire général des Nations Unies : «*Il fut un temps où les Nations Unies traitaient uniquement avec les gouvernements. Aujourd'hui, nous savons que nous ne pouvons prétendre à la paix et à la prospérité sans établir un partenariat impliquant les gouvernements, les organisations internationales, le monde des affaires et la société civile. Dans le monde actuel nous dépendons les uns des autres*»

L'une de nos animatrices s'est présentée comme venant d'un centre d'information islamique de Bornéo. Très bonne méthodologie employée : 4 groupes réfléchissent à 4 questions différentes et tournent, passant d'une question à l'autre, le rapporteur sur une question donnée restant le même. Les discussions sont allées bon train. J'ai insisté sur le manque d'écoute dont souffrent nos organisations, l'intérêt de miser sur la diversité des acteurs, l'importance de faire venir les forces associatives environnementales dans la réflexion et l'action pour l'EDD. J'ai dit que la société civile en donnant une dimension politique non partisane à l'EDD pouvait arriver à une importante mobilisation et même très localement. J'ai dit **que la définition de l'EDD n'appartenait à personne** et que la société civile, dans l'action le plus souvent, contribuait à écrire cette définition. Ensuite j'ai évoqué la créativité qui venait de la

société civile et les nombreuses initiatives dont elle était capable si on l'aide un peu à agir. Il y a eu de l'écoute, se sont des idées bienvenues dans ce cercle, elles feront leur chemin. En partant j'ai fait une distribution de flyers des assises.

L'examen de la deuxième version de la déclaration nous laisse sur une impression positive. **La mission qui est confiée à l'EDD est pour tout dire considérable.**

Article 7 de la déclaration :

«L'EDD aide les sociétés à faire face aux différentes priorités et aux différents problèmes tels que l'eau, l'énergie, le climat, les catastrophes naturelles et la réduction des risques, la perte de biodiversité, les crises alimentaires, les risques sanitaires, la vulnérabilité et l'insécurité sociale. Elle est essentielle pour le développement d'une pensée économique nouvelle. L'EDD contribue à créer des sociétés résilientes, saines et durables. Elle confère une nouvelle pertinence, qualité, signification et raison d'être aux systèmes d'éducation et de formation. Elle engage les contextes d'éducation formels, non formels et informels et tous les secteurs de la société dans un processus d'apprentissage tout au long de la vie»

A la première impression on pourrait dire qu'il y en a qui chargent un peu la barque ! Mais à la réflexion on peut se dire qu'effectivement **on est peut-être bien ici au chantier d'un projet éducatif mondial. Projet urgentissime.** Il serait permis de voir dans cette déclaration les principaux éléments de définition de cette éducation «écologique, locale et mondiale» dont on peut rencontrer dans nos réseaux quelques zéloteurs.

Finissons comme nous avons commencé sur les transports. A la gare de Bonn au moment de mon départ, j'ai rencontré Ben, délégué jeune à la conférence. Il avait son vélo pliant avec lui. Il menait deux conférences de front et dans l'autre conférence consacrée pourtant au développement durable, il m'a dit qu'on lui a d'abord interdit d'entrer son vélo plié dans le bâtiment. Il a fallu d'après discussions pour qu'enfin on le laisse entrer. Le développement durable en fait, il semblerait qu'on préfère ceux qui en parlent à ceux qui en font !

Pas certain que ça puisse durer !

CONCLUSIONS

La conférence de Bonn est terminée, la Décennie de l'éducation pour le développement durable des Nations unies (DEDD) va maintenant se poursuivre jusqu'à son terme en 2014. Essayons, après cette pause à mi-temps, de dégager quelques points nous aidant à voir où nous en sommes.

Sur le sens

L'éducateur à l'environnement de terrain est surpris par la tonalité du groupe réuni à Bonn. Il y a un contraste entre ce que dégagent les milliers d'acteurs impliqués dans l'EE qui se rassemblent lors de rencontres ou comme en ce moment lors d'assises en France et les participants de Bonn. Nous sommes loin dans la conférence de l'UNESCO d'une mouvance qu'on pourrait qualifier d'écologique. La majorité des délégués viennent de structures éducatives, ministères de l'éducation, universités... Il y a un grand décalage entre cette réalité de l'EDD dominante lors de la conférence de Bonn et celle qui se développe et s'organise sur le terrain dans les territoires, qui d'ailleurs au passage, ne voulant pas occulter le mot «environnement» se reconnaît mieux dans l'EEDD.

L'EDD est en train de devenir un projet énorme. On le voit en particulier à la lecture de l'article 7 de la déclaration finale déjà cité dans une précédente chronique. Y sont évoquées les questions de climat, d'eau, de biodiversité, mais aussi les crises alimentaires, l'insécurité sociale... et il est dit que l'EDD «... *confère une nouvelle pertinence, qualité, signification et raison d'être aux systèmes d'éducation et de formation*». Nous serions bien là en train d'esquisser collectivement un projet éducatif universel pour demain. C'est toute l'éducation dans tous les pays qui est en train de se transformer sous la poussée de l'urgence écologique. L'idée que nous sommes des terriens avant que d'être les nationaux de tel ou tel pays nous pousse logiquement dans cette direction. Allons-nous vers la fin des éducations nationales ?

Nous sommes dans les travaux de la DEDD toujours au chevet de l'homme prosaïque, celui qui est obnubilé par son pouvoir d'achat et nous oublions l'homme poétique, celui de l'épanouissement de soi, de la dignité (mot présent dans les première et deuxième versions de la déclaration puis effacé de la déclaration finale sans qu'on en sache la raison.), de l'amour... La question des valeurs est pourtant mise au premier plan : «*Les défis sont liés aux valeurs qui sont à l'origine des sociétés non durables*» (art 2). Il est en fait très choquant de voir que la déclaration évoque : «*pauvreté*», «*inégalité*», «*conflits*», «*crises financières, économiques et alimentaire* » avant de faire état des «*impacts environnementaux*» qui dit comme ça et après ça, ne peuvent être ressenties que comme quelque chose de secondaire.

Le mot «crise» n'est pas utilisé au sujet de l'environnement, et de façon surprenante, beaucoup de choses passent avant l'écologie. Il y a même une réelle contradiction qui ressort de la déclaration finale qui fait d'un côté la dénonciation «*des pratiques de développement économique non viables axés sur les résultats à court terme*» (art 1) et fait de l'autre passer au premier plan dans les enjeux d'une crise financière dont les effets ressentis aujourd'hui, seront oubliés depuis longtemps quand les problèmes écologiques seront toujours là et pour longtemps encore. La question écologique - ici le sommet de la Terre de Rio ne fait pas date - n'est pas au premier

plan pour ceux qui s'occupent d'EDD au plus haut niveau alors qu'elle l'est pour ceux qui mettent en œuvre l'EEDD dans les territoires. C'est une contradiction, une séparation contre-productive entre ceux qui disent et ceux qui font.

Un délégué d'Indonésie a fait à deux reprises un rapprochement intéressant en plénière. Il a souligné que les pays à IDH (indice de développement humain) élevé étaient ceux à empreinte écologique également élevée. Il y a ici une contradiction forte qu'il faudra certainement résoudre pour sortir de l'ornière où l'humanité se trouve. IDH élevé et empreinte écologique faible sont-ils compatibles ? Cela reste apparemment à prouver. La notion d' *«avenir commun prospère»* vers lequel, d'après moult déclarations officielles, tous les humains devraient se diriger et qui figurait dans la première version de la déclaration finale a heureusement disparu dans les suivantes. L'idée de décroissance pointerait-elle son nez ? En tout cas, la notion d' *«amélioration du bien-être humain»* (art 12) semble plus durable que celle de *«prospérité»*.

L'éducation est vue comme un moteur du changement, ce thème revient sans cesse : *«Nous devons mobiliser notre potentiel pour utiliser toutes les opportunités destinées à améliorer les actions et impulser le changement»* (art 2). *«Nous avons besoin d'un engagement partagé en faveur de l'éducation qui donne aux individus les moyens du changement»* (art 4). *«Les sciences sociales nous ont fourni un éclairage sur les aspects éthiques, culturels, cognitifs et affectifs du développement humain, ainsi que sur la sociologie du changement»* (art 13). *«L'EDD devrait activement promouvoir l'équité entre les sexes et créer également les conditions et stratégies qui permettent aux femmes de partager la connaissance et l'expérience destinées à amener le changement social et le bien-être humain»* (art 15 m). Les acteurs de la société civile ne pourront qu'adhérer à cette vision du rôle de l'éducation dans la société humaine.

Nous sommes, à la lecture de la déclaration, en droit de nous demander ce qui se passe du côté de la sphère économique. Assistons-nous dans la déclaration à une remise en question du capitalisme, piste suivie par ailleurs par de nombreux environmentalistes. La déclaration annonce que l'EDD : *«... est essentielle pour le développement d'une pensée économique nouvelle»* (art 7). Elle ajoute : *«Nous savons que la pensée économique actuelle doit changer»* (art 13). Hé non hélas, je ne pourrais pas répondre ici à la question que tout le monde se pose. Aucune trace nulle part de description de cette nouvelle pensée économique dans le document, ni dans les discours. Connaissant un peu le contexte, tout nous autorise à regarder du côté de l'économie sociale et solidaire... à suivre !

Une définition de l'EDD transparaît au fil de la lecture de la déclaration finale, c'est pour l'acteur de terrain autant d'arguments pour poser clairement le type d'éducation qui peut réellement se réclamer de l'EDD. Cette éducation devra par exemple s'appuyer : *«sur les valeurs de tolérance, de justice, d'équité . Elle fait la promotion de l'égalité entre les sexes, de la cohésion sociale et de la réduction de la pauvreté et accorde une place importante à la responsabilité, l'intégrité et l'honnêteté... Les principes qui sous-tendent l'EDD prônent des modes de vie durables, la démocratie et le bien-être humain. La protection et la restauration de l'environnement, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, l'action face à des modes de production et de consommation non durables et la création de sociétés*

justes et pacifiques sont également d'importants principes qui font partie intégrante de l'EDD» (art 8).

«L'EDD met l'accent sur des approches créatives et critiques, sur la capacité à penser à long terme, l'innovation, l'aptitude à faire face à l'incertitude et à résoudre des problèmes complexes. L'EDD fait ressortir clairement l'interdépendance de l'environnement, de l'économie, de la société et de la diversité culturelle aux niveaux local et mondial et prend en compte le passé, le présent et l'avenir» (art 9).

«En lien avec les différents besoins et les conditions de vie réelles des populations, l'éducation fournit les outils qui permettront de trouver des solutions et sait tirer partie des pratiques et des savoirs ancrés dans les cultures locales, ainsi que des nouvelles idées et technologies» (art 10). La place donnée à la méthode est clairement insuffisante, le mot «solidarité» n'y est pas, ni le mot «liberté» souhaitons qu'elle ne soit pas incompatible avec le développement durable, mais ce texte peut nous aider à argumenter pour expliquer qu'une éducation qui ne fait pas la place à la créativité, à l'innovation, au développement de l'esprit critique, au long terme, à la complexité, à l'interdépendance... n'est pas une EDD.

Nous n'insisterons jamais trop sur l'importance de la sémantique dans les affaires sociales. Les rédacteurs de la déclaration font le choix du mot «*public*» on sait bien pourtant que ce sont des «peuples» que proviennent les changements. Ce sont les peuples qui font l'histoire. Ce n'est pas le «*public*» français qui a fait la révolution. Pas certain pourtant que les changements nécessaires aujourd'hui soient moins considérables que ceux qui l'étaient en 1789. Un des buts de l'éducateur n'est-il pas d'armer convenablement les esprits pour désarmer définitivement les mains.

Au sujet de la sémantique encore, nous devons retenir que très souvent dans les exposés il était question : «*d'éducation à l'environnement*». Le terme d'EDD est encore loin de faire l'unanimité.

La question de faire la paix avec la nature ne se trouve pas dans la déclaration de Bonn. Les mots «*système naturels*» ou «*biodiversité*» ou les phrases comme : «*La protection et la restauration de l'environnement, la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles*» (art 8) n'auront jamais la force du mot «nature». Est-ce la mode du «politiquement correct» qui nous interdit de l'utiliser ? La déclaration reconnaît toutefois qu'on doit : «*tirer parti des pratiques et des savoirs ancrés dans les cultures locales*» (art 10). Cela devrait nous rapprocher de la nature.

Sur le politique

Une conférence construite sur la volonté de l'Allemagne qui en a payé la plus grande partie des frais. Ceci montre le peu de moyens dont dispose l'UNESCO pour faire avancer la cause de l'EDD. C'est comme dans nos communes, nos départements, nos régions, le développement de l'EEDD n'est pas encore la règle, c'est juste comme ça, à la bonne volonté de l'un ou de l'autre, comme une compétence volontaire.

50 ministres étaient présents à l'ouverture de la conférence, nous pouvons nous en réjouir. Il n'y avait hélas aucun ministre français. La France fait peu pour l'EDD, elle est en tout cas plus forte en parole qu'en actes.

Il a été dit en plénière à propos de la DEDD : «*le politique n'a pas assez soutenu ce mouvement*». C'est un constat amer qui doit renforcer tous les acteurs de l'EEDD dans l'idée qu'ils doivent s'organiser et s'impliquer dans le lobbying politique.

Sur la mise en œuvre

Les programmes d'EDD de part le monde crient famine. Il faut des budgets, c'est le principal message qui ressort de la conférence de Bonn.

Le manque de coordination a plusieurs fois été souligné. C'est particulièrement vrai dans le cas de la France, inutile de développer, souvenons-nous seulement du lien pour le moins ténu entre le Grenelle et la mission DEDD ou l'absence de l'Education nationale du Comop 34. Ce qui est particulièrement triste et inquiétant c'est que cela semble être également le cas dans de nombreux pays (il faudrait creuser). Le cloisonnement est bien le pire ennemi du développement durable.

Trois points faibles après 5 ans de travail sont relevés par une des plus hautes personnalités impliquées dans la décennie : rôle des médias, formation des adultes, petite enfance. Les deux premiers sont du ressort du monde de l'entreprise, le troisième est de long terme.

Le secteur privé à la demande des gouvernements s'engage dans l'action éducative. Tout le monde a l'air de s'en satisfaire sans trop se poser la question de l'objectivité d'organisations dont le but premier est de vendre. Le danger de confusion entre éducation, communication et publicité est grand. Où sont les garde-fous ?

Nous devons signaler une erreur stratégique dans la mise en œuvre. Il est question dans la déclaration de renforcer «... *les liens local-national et national-mondial*» (art 15d). Il est pourtant évident que c'est là une mauvaise piste. Un regard sur l'histoire de 50 ans de coopération, au total assez inefficace et l'examen de ce qui se passe dans les rangs des acteurs de l'EEDD aujourd'hui montre que ce qui marche c'est un «local-local» qui traverse les frontières, voilà ce que nous avons à pousser en avant.

La méthode de rédaction de la déclaration finale -pour ce que j'ai pu en voir de ma place de simple participant - a été satisfaisante. Nous avons eu une version 1 à commenter dès le deuxième jour, puis une version 2 le troisième au matin. Le staff recevait en direct les commentaires, des modifications ont suivi...

Les méthodes de fonctionnement mises en œuvre dans les ateliers étaient variées et actives. Dommage que le temps octroyé au débat en plénière était trop court. Nous ne sommes pas certains non plus que les repas étaient bio...

Pour conclure

Le moins que nous puissions dire, c'est qu'après 5 ans de mise en œuvre de la décennie, les conclusions tirées ne sont pas formidables. Les forces d'inertie semblent visiblement plus fortes que celles du changement. Pas de grand enthousiasme, pas de grand projet, ce que nous connaissons en France n'a l'air ni pire, ni meilleur qu'ailleurs.

L'UNESCO à l'heure qu'il est ne s'appuie pas sur les forces sociales qui luttent contre la crise écologique. Ces forces sociales qu'on peut qualifier d'écologiques sont pourtant au Nord parmi les forces de transformation les plus puissantes. La volonté de changement est importante dans ce mouvement citoyen qui transcende les clivages politiques. Les acteurs sociaux impliqués dans l'environnement sont dans un grand désir de changement, ils rejoignent en cela les vœux affichés dans la déclaration de Bonn. Ces forces pourraient utilement être associées à celles mobilisées en faveur de l'éducation.

Pour avancer réellement sur le chemin de la mise en œuvre de l'EDD, le préalable est peut-être d'apprendre à mieux se connaître entre militants de l'environnement et militants de l'éducation. Si l'actualité au Sud est de développer les systèmes éducatifs pour que tous aient accès à l'éducation, l'actualité au Nord est de résoudre la crise écologique, engagement de deux groupes d'acteurs sociaux que le projet de développer l'EDD à la hauteur des enjeux devrait mettre en synergie.

En fait nous parlons de la même chose avec des langages différents. Ceci montre une difficulté réciproque. Celle des hautes instances à être suffisamment à l'écoute du terrain, celle des acteurs de terrain à être suffisamment organisés pour se faire entendre.

La société civile était peu présente et peu encline à provoquer la rencontre de ses représentants. Les Etats pour suivre les recommandations de la déclaration finale auraient tout intérêt à donner plus de moyens à la société civile pour qu'elle puisse s'organiser, des propositions constructives ne manqueraient pas d'en sortir. La société civile mondiale est dans la possibilité d'aider les Etats à sortir de la contradiction entre l'économique et l'écologique, soulignée par la ministre allemande de l'éducation, qui pour l'heure empêche toute avancée réelle.

Domage que ce mot «dignité» ait été retiré dans la dernière version de la déclaration. Il a été reconnu en plénière que beaucoup de promesses faites lors des conférences précédentes n'ont pas été tenues. Ce sont peut-être finalement de femmes et d'hommes de parole dont nous avons tout simplement besoin. Est-ce digne des Etats de ne pas tenir leurs promesses, qui devrions nous croire alors ? Et à quoi cela sert-il de dire si c'est pour ne rien faire ? Un proche m'a demandé combien de classes vertes auraient pu être organisées avec l'argent qu'a coûté la conférence, je n'ai pas la réponse mais c'est bien une question que nous devons nous poser.

Merci pour les commentaires que vous voudrez bien apporter.

RG